



Lettres grecques

2012/12
09 | 03 | 2012



Ivan Van de Cloot
Economiste en chef

Trois ans après le début de la crise de l'euro, on commence enfin à reconnaître à quel point le problème de la Grèce est profond. Vu qu'il semble prohibé de faire le constat d'un « Etat en échec » (failed state) dans un pays où le gouvernement n'a pourtant plus beaucoup d'autres contrôles que celui de son propre territoire, il est peut-être plus adéquat d'apparenter la Grèce à un Etat dysfonctionnel. Au vu de la corruption rampante, de la bureaucratie et de l'affaiblissement de l'Etat de droit, il devient chaque jour plus évident que l'Etat et le pays sombre vers un destin incertain.

Depuis Adam Smith, les économistes s'accordent pour considérer des institutions telles que le droit de propriété et la sécurité juridique comme les provisions minimales permettant la création de richesse. En Grèce, les citoyens savent pourtant depuis longtemps que les règles ne sont pas égales pour tous. On ne dénombre plus les cas de spoliation de biens publics ou de TVA éludés pour lesquels les responsables ne sont même pas inquiétés. Cette impunité juridique dont certains bénéficient grâce à leurs connec-

tions politiques est un poison pour la cohésion sociale. Lorsqu'un Etat moderne ne réussit plus à empêcher qu'un petit groupe de parasite profite des efforts du reste de la population, alors il en résulte qu'une terre fertile pour l'entreprenariat peut se transformer en désert économique.

Pour une part importante de l'establishment grec, il existe la conviction que chaque problème peut être solutionné par un simple doublement du budget. Les normes morales de ces élites ne

“
Seule des initiatives citoyennes peuvent apporter une nouvelle culture politique. Il faut ici surmonter un problème d'action collective qui fait que peu d'écho est donné lorsqu'un seul individu s'oppose au clientélisme pour peu que cela continue à servir certains de ses concitoyens.

”

semblent pas considérer problématique d'exiger l'argent de la collectivité pour elles-mêmes ou leurs partisans. La colère de la population se canalise naturellement à l'encontre des socialistes du PASOK et des conservateurs de Nea Demokratia ; ceux-ci s'étant partagé le pouvoir depuis près de quatre décennies. Depuis la chute de la dictature militaire, il est usuel de récompenser les fidèles de ces partis avec toutes sortes de privilèges allant des « prestigieuses » nominations aux pensions exorbitantes. En outre, les syndicats s'attèlent à jouer les deux partis l'un contre l'autre en menaçant celui ou pouvoir de soutenir le parti d'opposition au cas où leurs exigences ne seraient pas rencontrées. In fine, le citoyen lambda, dindon de la farce, n'a plus qu'à observer comment tout ce beau monde s'enrichit sur son dos. Sans surprise, cela effrite encore davantage son adhésion à contribuer aux excès qui s'apparentent davantage à une razzia tribale qu'à la collecte de l'impôt. En parallèle, il commence aussi à considérer que tout doit être fourni par la collectivité sans pour autant y contribuer. Une pen-

sée commune fleurit alors où une majorité se persuade que les règles doivent être contournées pour pouvoir survivre.

Un observateur extérieur se demande logiquement comment cela a duré aussi longtemps avant que l'édifice ne s'effondre. On a cependant tendance à oublier à quel point les vannes du crédit étaient ouvertes ces dernières années. Tout surprenant que cela puisse paraître aujourd'hui, les institutions financières internationales disposées à prêter à la Grèce étaient légions à l'époque. Par ailleurs, le fait que la Banque Centrale Européenne a accepté, sans différenciation aucune, les obligations d'Etat grecques pour ses opérations de refinancement a joué un rôle majeur. Les grecs se sont eux-mêmes rendus compte qu'ils étaient tombés dans un autre régime lors des premiers prêts d'urgence car ceux-ci étaient émis sous le droit Britannique par lequel le créancier peut saisir des actifs en cas de défaut. A contrario, toute la dette historique du pays a été émise sous droit grec, ce qui laissait là très peu de chance pour les institutions financières interna-

tionales de récupérer quoique ce soit.

Les marchés financiers internationaux, confrontés au profond dysfonctionnement du système politico-économique grec, sont entretemps convaincus qu'il est une illusion de croire que les instances européennes pourront mettre fin rapidement aux magouilles politiques pratiquées depuis des décennies. On ne peut que constater la distance qui existe avec un pays comme l'Islande où le premier ministre a dû comparaître devant un tribunal spécial lorsqu'il est apparu qu'il avait laissée acquérir la principale banque du pays avec un prêt de cette même banque et que, se faisant, un financement de son parti avait été obtenu. En Islande, le citoyen a le sentiment que les décideurs doivent faire face à leurs responsabilités tandis qu'en Grèce, celui-ci ressent qu'il n'a pas le choix au vu du cartel que les partis de pouvoir forment

entre eux. Néanmoins, le salut ne peut venir que de l'initiative citoyenne, seule à même de dénoncer une culture politique corrompue ; ce qui est quelque part un paradoxe car le citoyen dégouté préférera, au contraire, se désengager complètement d'une telle mascarade politique. Fondamentalement, chaque réforme fait face à un sérieux problème d'action collective car peu sont ceux qui donnent un accueil favorable à l'individu s'opposant au clientélisme lorsque ses concitoyens continuent à en tirer profit.

Ivan Van de Cloot est
l'économiste en chef

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables.